

Vive le débat démocratique sur le covid-19

ÉCRIT PAR PIERRE-EDOUARD PICORD

2 octobre 2020

Les mesures contraignantes prises par le gouvernement afin de lutter contre la propagation du coronavirus en Guadeloupe divisent l'opinion en trois groupes. Ceux qui approuvent des deux mains, convaincus que la santé prime tout le reste. Mûs par la crainte et la peur, l'ordre venu d'en haut est, de leur point de vue, légal par essence. Ces craintifs sont d'autant peu enclins à contester, qu'en sus, ils ont une peur bleue du virus. Ils estiment que la mort engendrée par le coronavirus a un goût plus amer que les autres. Oubliées les morts sur les routes, les morts du cancer, et des maladies chroniques, si fréquentes en Guadeloupe. Une autre catégorie de citoyens est plus sourcilleuse quant aux restrictions apportées à leurs libertés. Celle d'aller et venir surtout. Ils sont attentifs aux moindres couacs ou approximations dans les procédures qui sont mises en œuvre, sous couvert de protection sanitaire. Les plus rationnels exercent des recours contre les arrêtés préfectoraux. Ils vont jusqu'à actionner en justice, des responsables au niveau de l'État. Les autres, plus nombreux, inondent les réseaux sociaux de protestations, dénoncent les hésitations et les incohérences du gouvernement. Quand ils ne crient pas tout bonnement, au complot liberticide. Une autre catégorie de citoyens n'arrive pas à se faire une opinion de la situation actuelle. Ni en ce qui concerne le danger, la propagation, le port du masque, les vaccins, les tests et toute la littérature engendrée par le coronavirus. Ni sur les mesures restrictives prises par le gouvernement sous l'égide de l'urgence sanitaire. Ceux-là vont là où les mène la dernière information, la dernière révélation qui bien souvent n'en est pas une. Bien malin qui pourrait dire des trois catégories de citoyens laquelle est dans le vrai. Leurs trois postures témoignent toutefois de la gravité de la situation. Par le passé en de telles circonstances, l'autoritarisme a souvent prévalu. Sous couvert de protéger la population, le pouvoir s'est arrogé des droits exorbitants. La parole a même été confisquée. Aujourd'hui, en dépit des rodomontades ou

des récriminations proférées dans les trois camps, le débat existe, perdure. Il est vivace. Voire vivifiant. Il devrait s'instaurer partout. Ce serait beaucoup mieux. C'est un gage de santé démocratique. Nonobstant l'avis de tous ceux qui auraient préféré que tout le monde observe par les temps qui courent, un garde-à-vous strict, de fort mauvais aloi.